

En voie d'extinction? L'appui à la Microfinance par le Canada et la Banque mondiale

Mise à jour COVID-19/ La crise du coronavirus a eu un effet dévastateur sur la microfinance: les micro-entreprises financées par de minuscules prêts ont eu dû déployer de grands efforts pour essayer de conserver leur clientèle et de maintenir des lignes d'approvisionnement fiables, tout en essayant de protéger leurs employés. Pourtant, l'accès au financement est plus important que jamais lorsque la faim et la survie sont en jeu. L'article suivant montre la résilience et la créativité du secteur de la microfinance: <https://www.proparco.fr/fr/actualites/covid-19-les-institutions-de-microfinance-en-premiere-ligne>

Contexte: les deux canaux les plus importants pour livrer l'aide publique canadienne au développement : Affaires mondiales Canada et la Banque mondiale

Les Canadiens contribuent au bien-être social et économique des pays en développement en partageant leur richesse de deux façons clés: par des dons privés (généralement à des organismes de bienfaisance enregistrés) et par l'intermédiaire de leur gouvernement. Cette dernière contribution est appelée aide publique au développement (APD).

L'aide publique au développement est fournie par le gouvernement canadien par le biais de plusieurs canaux, mais les plus importants sont Affaires mondiales Canada (AMC) et la Banque mondiale (BM). AMC et la Banque mondiale ont suivi deux voies différentes en matière de microfinance. AMC a toujours soutenu la microfinance et a soutenu des initiatives telles que le Sommet du microcrédit en tant que membre de son comité exécutif. Lorsqu'en décembre 2011, le Comité des affaires étrangères de la Chambre des communes a recommandé à l'ACDI d'augmenter son financement pour la microfinance axée sur la pauvreté, le gouvernement a accepté la recommandation. La Banque mondiale, au contraire, était au départ un peu plus réticente à s'impliquer dans la microfinance, car son mandat et ses instruments de financement ne lui permettaient pas de soutenir directement les intermédiaires de la microfinance, et parce que les montants étaient souvent trop faibles pour être pris en compte dans la même catégorie que les projets d'infrastructure (qui constituent le gros des portefeuilles de projet de la Banque mondiale). La Banque mondiale a progressivement changé de position et en 2014, elle a commencé à suivre deux indicateurs d'accès à la microfinance, dont un visant spécifiquement l'accès des femmes, pour évaluer sa propre performance dans la lutte contre la pauvreté.

Le présent document examinera le financement fourni par les deux institutions et verra comment la rhétorique a résisté à l'épreuve du temps.

Pour les deux institutions, nous examinerons à la fois les dépenses et les engagements. Les engagements représentent la somme totale qu'une organisation s'engage à consacrer à un projet

\$US Cst	30,829	20,775	13,053	11,512	9,506	13,319	8,181	5,183	4,96	5,724
En % de l'aide Cdn	1,02%	0,65%	0,38%	0,34%	0,29%	0,45%	0,28%	0,17%	0,16%	0,18%

La question se pose alors de savoir si cette tendance à la baisse devrait se poursuivre à l'avenir. Le gouvernement du Canada ne publie pas son portefeuille de projets, mais il existe une source d'information indirecte que l'on pourrait consulter: la Banque de projets d'AMC contient deux types de données pour chaque projet actif: la somme totale engagée et les années au cours desquelles les dépenses seront faites. Cela nous permet de calculer une dépense annualisée moyenne pour les années du projet, qui ne correspond pas nécessairement à la trésorerie réelle du projet mais nous donne une approximation de ce que pourrait être le profil de décaissement. La Banque de projets permet d'additionner les dépenses annualisées de tous les projets actuellement actifs qui impliquent un soutien aux intermédiaires financiers informels et semi-formels, ainsi que des projets actifs qui ont le mot «microfinance» dans leur description.

Les résultats de ces calculs figurent dans le tableau 3.

Tableau 3 – Débours annuels estimés – Millions de Dollars Canadiens

	Débours annuels	Débours en 2021
Composantes de projets appuyant les intermédiaires financiers informels ou semi-formels	8,5	1,35
Projets contenant le mot "microfinance"	29,92	6,51

Source: Banque de projet d'AMC, consultée le 20 juin 20, 2019

La première ligne du tableau 3 peut être considérée comme la limite inférieure des décaissements soutenant la microfinance (et est similaire à nos estimations précédentes), tandis que la deuxième ligne, qui représente l'ensemble des projets qui mentionnent le mot «microfinance» dans la description, est susceptible de capturer d'autres composantes sans rapport avec la microfinance, et représentent donc la limite extérieure de notre estimation.

Les deux méthodologies aboutissent à la même conclusion: dans les 18 mois suivant l'accès à la Banque de projets, la très grande majorité des projets (environ 80%!) devrait être terminée. En termes très simples, à moins que des projets de remplacement ne soient mis en œuvre dans un délai très court, la microfinance aura, à toutes fins utiles, disparu du portefeuille d'aide du GAC.

PARTIE 2 – Déboursés de la Banque mondiale en appui à la microfinance

L'histoire du côté de la Banque mondiale peut être un peu plus optimiste, si l'on regarde au-delà des données initiales. Comme tous les donateurs, la Banque mondiale rend compte de son financement à l'OCDE via le système de notification des pays créanciers. Donc, tout comme nous l'avons fait pour GAC, nous pouvons examiner les montants déclarés sous Intermédiaires financiers informels et semi-formels. La Banque mondiale offre des prêts commerciaux aux pays à revenu intermédiaire et des crédits ou des prêts sans intérêt de l'Association internationale de développement (AID) aux pays à faible revenu. Nous nous concentrerons exclusivement sur ce dernier volet.

Tableau 4 - Débours de l'AID pour les intermédiaires financiers informels et semi-formels, en millions de Dollars US Constants

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
M \$ US Cst	<u>94.864</u>	<u>106.463</u>	<u>73.868</u>	<u>127.799</u>	<u>63.059</u>	<u>62.715</u>	<u>33.505</u>	<u>50.27</u>	<u>15.041</u>	<u>61.149</u>
% de AID Totale	1.1%	1.0%	0.8%	1.3%	0.7%	0.6%	0.3%	0.4%	0.1%	0.4%

Les montants du tableau sont quelque peu irréguliers, mais ils indiquent une tendance à la baisse. Bien que l'ampleur des fonds concernés soit plus grande, leur importance relative, par rapport à tous les décaissements de l'organisation, est négligeable et rappelle les conclusions concernant AMC.

Une autre façon de regarder les données peut éclairer plus positivement le portefeuille de la Banque mondiale: la Banque publie ses approbations relatives au soutien aux «institutions financières non bancaires». Bien que ces institutions puissent capter plus que la microfinance, elles se concentrent généralement sur un défi pertinent - l'inclusion financière - et ciblent les ménages les plus pauvres. Comme mentionné ci-dessus, les approbations ou engagements totaux du projet ont tendance à être plus fluctuants et offrent un schéma plus irrégulier. Comme le montre le tableau 5, la tendance à la baisse est toujours décevante, mais les montants concernés sont beaucoup plus importants, correspondant notamment à plus de 10% de l'AID en 2014 et 2015 (à noter que la plupart des projets approuvés au cours de ces années exceptionnelles sont toujours actifs).

Table 5- Approbations de la Banque mondiale, Appui aux Institutions Financières non- bancaires

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Millions \$ US	8161	9336	1732	3204	1756	2217	5437	4680	2259	1249
% Total des approbations	17,4%	15,9%	4,0%	9,1%	5,6%	5,4%	12,9%	10,2%	5,4%	2,7%

Source: World Bank, project data,

http://projects.worldbank.org/search?lang=en&searchTerm=§orcode_exact=FL

CONCLUSION:

L'analyse quantitative montre une image quelque peu différente entre AMC et la Banque mondiale. Il est clair que les chiffres d'AMC et de la Banque mondiale sont très bas et, dans le cas d'AMC, l'avenir est sombre à moins que la tendance à la baisse ne s'inverse. La situation de la Banque mondiale est plus optimiste en raison de sa concentration sur l'inclusion financière et des investissements massifs qui s'en suivent. La situation de la Banque mondiale n'est pas préoccupante à court terme, mais montre une vulnérabilité dans les années à venir, car les décaissements résultant des niveaux d'approbation élevés en 2014 et 2015 commencent à décliner en 2021.

La situation mérite une surveillance étroite, notamment pour s'assurer que les programmes d'inclusion financière atteignent les très pauvres et conduisent à l'accès à la microfinance ou à des services équivalents, et pas seulement, disons, aux comptes de dépôt de téléphones portables. La situation nécessite également une perspective plus globale pour déterminer si d'autres programmes de développement économique qui servent les ménages très pauvres, comme les programmes de graduation, risquent également d'être sous-financés.